



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO

de la semaine

31 Août au 06 Septembre 2024

SOMMAIRE

Commerce – Atsimo-Andrefana - L'indication géographique des produits exposée	2
Projets de développement - Madagascar peut s'appuyer sur la BAD	2
Sociétés coopératives : Poursuite de la vulgarisation au niveau des régions	3
Eau et électricité : Des mesures prises pour résoudre les problèmes récurrents	3
Madagascar - Allemagne - Priorité au renforcement des échanges commerciaux	4
Ambanja - Quand chocolat rime avec tourisme.....	4
Africa Business Heroes - Madagascar dans le top 20.....	5
Environnement des affaires : le secteur privé et le gouvernement accordent leurs violons.....	5
Perspective de développement : le Gouvernement veut faciliter les flux financiers de la diaspora, atteignant 417,7 millions de dollars en 2023	6
Projets miniers - QMM investit plus d'un milliard de dollars	7
Entrepreneuriat - Des startups accompagnées dans leur projet	7
Rio Tinto QMM : Première réunion du comité élargi de concertation des projets relatifs à la RSE	8
Industrie et commerce : Priorité à la relance de la production locale, selon le MIC	8
Tourisme d'affaires : Madagascar, une destination de choix	9
Vol inaugural d'emirates - Un pilote malgache aux commandes.....	9
Réforme - Le code du travail revu et complété.....	10
Production d'électricité : Nouvelle provocation de pluies artificielles, envisagée	10
Tourisme de luxe - Le secteur hôtelier fait bouger les lignes.....	11
Coopération - Des secteurs prioritaires en quête de partenariats	12
Fonds de développement des TIC : Priorisation de la réduction des fractures numériques	12
Droit des affaires : Madagascar veut intégrer l'Ohada	12
Secteur aérien – Emirates prévoit le transport de 22 tonnes de fret par semaine sur la ligne Dubaï – Antananarivo.....	13
Secteur minier - ne délégation malgache à la conférence d'Australie	13
Industrie : Redynamiser l'industrie dans la région Atsinanana	13
Dialogue public-privé : le Sim appelle à une réforme douanière	14
Hôtellerie et restauration – Plusieurs centaines de jeunes formés gratuitement par la FHORM	14
Energie renouvelable - L'Assemblée nationale tourne au solaire	15

Commerce – Atsimo-Andrefana - L'indication géographique des produits exposée

MIOTISOA MARE | 31 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Approche territoriale. Le projet d'Indication géographique (IG) des produits des terroirs a été expliqué de long en large aux opérateurs économiques de la région Atsimo-Andrefana lors d'une présentation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toliara. C'est un projet du ministère de l'Industrialisation et du Commerce en collaboration avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). L'indication géographique identifie un produit qui possède une origine géographique spécifique et en tire des qualités particulières. Elle a pour objectif de valoriser les spécificités des territoires et de protéger et de garantir la réputation des produits issus de savoir-faire d'un territoire.

« Les produits jugés spécifiques par l'ensemble des opérateurs et acteurs d'un territoire donné sont alors enregistrés suivant ce concept d'indication géographique et auprès de l'Office malgache de la propriété industrielle (Omap). Ce processus permet à ces produits d'acquérir une plus grande valeur sur les marchés locaux et, surtout, internationaux », a détaillé Nary Radanison, inspecteur industriel.

Le pois de cap de Morombe, les légumineuses, l'arachide, le manioc, le tamarin et les produits de la pêche, entre autres, ont été avancés comme produits phares durant les échanges. Ce sont les principaux produits reconnus comme issus de la région Atsimo-Andrefana et dans lesquels les acteurs et opérateurs excellent ou détiennent un savoir-faire spécifique tout au long de la chaîne de valeur. L'indication géographique implique la possession de la qualité exceptionnelle du produit par rapport au climat, aux conditions pédologiques et topographiques du territoire dans lequel il évolue.

Des coopératives ont proposé par ailleurs l'huile de ricin, le tissu spécifique dans la localité Mahafaly, le black eyes, le jatropha, et la farine de manioc. Quelques situations contraignantes ont été discutées telles que le climat du Sud, l'insuffisance des forages pour les agricultures, et les droits d'exportation qui connaissent une hausse conduisant au départ des opérateurs chinois en arachide et légumineuses. La prochaine étape consiste à déterminer les produits à enregistrer, à trouver un nom spécifique pour ces produits et à porter de profondes réflexions sur le modèle économique du « produit IG ».

Projets de développement - Madagascar peut s'appuyer sur la BAD

ERIC RANJALAHY | 31 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un partenaire de taille et de poids. La Banque africaine de développement (BAD) figure parmi les gros financeurs de Madagascar. Cette institution financière indique que son portefeuille actif à Madagascar s'élève à 830 millions de dollars au 1er mai 2024. Ce portefeuille couvre vingt opérations, rapporte la BAD en marge de la revue à mi-parcours de son Document de stratégie pays de la Grande île pour la période de 2022-2026 au mois de mai au Novotel.

Cette importance a été rappelée hier par Adam Amoumoun, responsable pays de la BAD, lors de la célébration du soixantième anniversaire de cette fierté panafricaine dans l'enceinte de la tour Zital.

« Madagascar peut compter sur la BAD pour son développement économique et social », a-t-il souligné. Par exemple, parmi les bénéficiaires de l'assistance de la Banque Africaine de Développement au ministère de l'Économie et des Finances, trois grands projets se distinguent dans le domaine de la Bonne Gouvernance : le Projet de Renforcement de la Gouvernance par la Digitalisation (PREGODI), le Projet d'Appui à la Mobilisation des Recettes Publiques (AMRP, 2019-2023) et le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités d'Analyse des Facteurs de Vulnérabilité Structurelle et à la Promotion de l'Économie Bleue (ARCEB, 2019-2023).

Par le biais du PREGODI, le ministère de l'Économie et des Finances optimise la gestion de la dette publique par la digitalisation, renforce la lutte contre la corruption et les Flux Financiers Illicites (FFI). Il a pour objectif de renforcer la résilience par une meilleure utilisation des fonds publics

et une confiance accrue dans les institutions, en ciblant la gestion de la dette et les institutions de lutte contre la corruption par la digitalisation.



Fidélité

La BAD est omniprésente dans les infrastructures routières : 165 km de route sur la RN9, reliant Analamisampy et Manja, avec quatre ponts déjà bitumés ; 44 km de tronçon sur la RNT 12 A, avec cinq ponts entre Taolagnaro et Ebakika, dont la fin des travaux de construction est prévue en juillet 2025 ; 165 km de route sur la RNT 12 A, avec

onze ponts prévus entre Ebakika et Vangaindrano. Le début des travaux est prévu pour bientôt.

La réalisation de ces travaux routiers entre dans le cadre du « Projet Aménagement de Corridors et de Facilitation du Commerce » (PACFC), mis en œuvre par l'Agence Routière, un organisme rattaché au ministère des Travaux publics.

Et d'autres projets multidimensionnels. Une fidélité, au fil des années, saluée à sa juste valeur par Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances, dans son discours. C'est l'idylle parfaite entre la BAD et Madagascar.

Sociétés coopératives : Poursuite de la vulgarisation au niveau des régions

ANTSAR. | 31 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La promotion des sociétés coopératives continue de se renforcer à Madagascar, notamment à travers des programmes de formation et de fourniture d'équipements. Dans la région Alaotra Mangoro, les membres de la coopérative Hanitriniala, localisée dans la commune de Morarano, ont bénéficié d'une formation approfondie sur la nouvelle législation encadrant les sociétés coopératives. Cette initiative vise à mieux outiller les coopératives locales pour leur permettre de se conformer aux nouvelles exigences légales et de tirer pleinement parti des opportunités économiques qui se présentent. En parallèle, la coopérative Hanitriniala a été dotée d'une machine de transformation d'arachides. Une formation technique a également

été dispensée pour garantir une utilisation optimale de cet équipement, essentiel pour accroître la production et la qualité des produits transformés. Dans la région d'Itasy, deux coopératives de la commune d'Ampefy, Miara Mandresy et Tsara Zaza Mandimby, ont également suivi une formation offerte par la Direction Régionale de l'Industrialisation et du Commerce (DRIC). La première est spécialisée dans l'élevage, tandis que la seconde se concentre sur la culture du riz. Ces formations visent à renforcer les capacités des coopératives pour qu'elles puissent améliorer leur gouvernance et leur efficacité opérationnelle, contribuant ainsi au développement économique local.

Eau et électricité : Des mesures prises pour résoudre les problèmes récurrents

ANTSAR. | 31 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Les énergies renouvelables figurent parmi les secteurs d'activité ayant des projets financés par Eximbank. Le Conseil des Ministres de cette semaine a approuvé la priorisation de ces projets.

Parmi les initiatives approuvées figure la construction d'une centrale hydroélectrique à Antetozambato. Ce projet vise à renforcer le réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA), ajoutant une capacité de 140 MW, avec une extension prévue de 60 MW supplémentaires.

sont également déployés pour résoudre les problèmes liés à l'approvisionnement en eau. Le premier-ministre Ntsay Christian, a récemment rencontré les responsables du ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène à Ambohitato Ambony.



En parallèle, une ligne de transmission sera construite pour acheminer l'électricité produite par cette centrale, garantissant une meilleure distribution de l'énergie dans la région. En outre, une nouvelle centrale hydroélectrique sera établie à Talaviana pour soutenir davantage le réseau électrique de la capitale. Parallèlement aux avancées dans le domaine de l'énergie, des efforts significatifs

Urgent

L'objectif de cette rencontre était de discuter des défis rencontrés dans la distribution d'eau dans la capitale, ainsi que d'examiner les travaux nécessaires dans d'autres capitales provinciales, régions et districts à travers l'île. Des sites spécifiques ont été identifiés pour une intervention urgente, conformément aux directives présidentielles et aux priorités du Plan Général de l'État (PGE). Parmi les projets d'envergure figurent le projet Efaho dans le Sud et le projet JIRAMA Water III. La question de l'assainissement, notamment pour prévenir les inondations durant la saison des pluies à Antananarivo et dans d'autres régions, a également été au cœur des discussions. Des directives ont été données aux techniciens pour établir des structures claires et adopter de nouvelles méthodes de travail. Ces mesures visent à apporter rapidement des solutions pour l'approvisionnement en eau potable, répondant ainsi aux besoins urgents de la population et assurant un développement harmonieux des infrastructures hydrauliques et énergétiques du pays.

Madagascar - Allemagne - Priorité au renforcement des échanges commerciaux

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 02 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Oliver Knoerich, nouvel ambassadeur d'Allemagne à Madagascar, dévoile ses priorités dans le cadre des relations germano-malgaches. Un accent particulier a été mis sur le potentiel du commerce bilatéral avec ce pays.

Renforcer le potentiel des échanges commerciaux. C'est une des grandes priorités de l'Allemagne dans le cadre des relations bilatérales entre ce pays, locomotive économique de l'Union européenne, et la Grande île. C'est ce qu'a expliqué Oliver Knoerich, ambassadeur de l'Allemagne, vendredi, lors de la célébration du soixantième anniversaire de la Banque Africaine de Développement, à Ankorondrano.

« Je crois surtout que dans les échanges commerciaux et économiques, il y a un énorme potentiel pour renforcer la coopération entre les deux pays », a expliqué le diplomate. Ce dont il est sûr, c'est que la Grande île a encore beaucoup à offrir, que ce soit dans le secteur agricole ou dans d'autres domaines, notamment les huiles essentielles ou encore les produits phares et les matières premières. Une politique de continuité par rapport à son prédécesseur, Michael Hausler, qui a récemment quitté Madagascar en annonçant la volonté de son pays d'aller plus loin dans les échanges commerciaux et dans le domaine économique en général.

Gagnant-gagnant

Le potentiel d'exportation de la Grande île vers l'Allemagne reste considérable, notamment pour la vanille, dont près de 80 % de la consommation en Allemagne provient de Madagascar. Il en va de même pour les épices, telles que le girofle. Un potentiel d'exportation qui pourrait atteindre les 4,4 millions de dollars, si l'on croit les données du centre international du commerce. D'ailleurs, l'engagement financier de l'Allemagne à Madagascar s'élève déjà à 480 millions d'euros. Outre ces domaines de coopération dans le cadre des échanges commerciaux, l'Allemagne soutient aussi plusieurs autres domaines, toujours dans le domaine économique. Entre autres, il y a les

énergies renouvelables, le secteur touristique ainsi que la protection de la biodiversité.



Concernant particulièrement les projets sur les énergies renouvelables, ils vont plutôt se concentrer sur l'électrification rurale avec l'utilisation des technologies respectueuses du climat. Un portefeuille de 80 millions d'euros est prévu à cette fin, d'après l'ancien ambassadeur Michael Hausler, en début d'année. Ce diplomate avait également soutenu que l'ambassade serait un allié de taille dans le domaine de l'industrialisation, où elle aiderait le ministère de tutelle à rechercher des partenaires et/ou entreprises allemandes prêtes à soutenir les programmes d'industrialisation du pays. En l'occurrence, le projet de pépinières industrielles. Une délégation d'entreprises allemandes opérant dans les énergies renouvelables et les mines devrait d'ailleurs venir dans la Grande île, aux mois d'octobre et de novembre de cette année.

Ambanja - Quand chocolat rime avec tourisme

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 02 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Chocotourisme. Le concept existe depuis quelques années, maintenant, le cacao figure aussi parmi les « produits touristiques » qui permettent de développer le secteur. La route du cacao d'exception « Tree to Bar » vient d'être lancée. Une initiative, promue par des chocolatiers d'Ambanja, qui ont eu l'idée de faire visiter à des touristes l'univers du chocolat.

« Il s'agit d'une aventure permettant aux visiteurs de plonger au cœur du monde du cacao, tout en savourant des expériences uniques », explique la chocolaterie 2A d'Ambanja. Avec la coopérative Kosama, cette initiative

a été créée pour ajouter une plus-value aux chaînes de valeur du chocolat, ainsi que du cacao. Des produits phares dans cette région de l'île, célèbre pour ses fèves d'exception. Des visites guidées sur site sont ainsi des moyens de prédilection pour attirer plus de visiteurs et faire ainsi vivre l'économie de cette région. Le cacao de Madagascar a une notoriété bien établie. Sa renommée de cacao fin est un faire-valoir valable, non seulement pour les opérateurs de la filière, mais aussi et surtout pour ceux qui sont dans le secteur touristique.

Des initiatives villageoises ont même émergé depuis plusieurs années pour tracer des circuits. Plusieurs circuits touristiques ont ainsi été mis en place par les villageois, en collaboration avec les tour-opérateurs. En plus de la découverte des plantations et des installations qui servent à la préparation du cacao, ce circuit aide également à mieux comprendre le développement de l'agriculture et du

paysannat, basé sur le respect de la culture traditionnelle et familiale. De plus, ce type de tourisme communautaire favorise des rencontres chaleureuses et spontanées. Sans oublier la découverte des paysages exceptionnels faits de rizières, de plantations de cacaoyers et de villages authentiques.

Africa Business Heroes - Madagascar dans le top 20

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 02 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'entrepreneuriat malgache se démarque du lot. La Grande Île se positionne dans le top 20, sur cinquante-quatre pays, lors de l'édition 2024 de Africa Business Heroes, l'un des plus grands concours entrepreneuriaux d'Afrique, lancé en 2019.



Les talents entrepreneuriaux de la Grande Île s'affirment. L'aventure continue pour l'entreprise Sayna, une plateforme d'apprentissage des nouvelles technologies et du code pour les jeunes, qui se distingue et figure dans le top 20 de l'Africa Business Heroes 2024. Cette société est dirigée par Matina Razanamahefa. L'Africa Business Heroes est une compétition dans laquelle plus de vingt mille candidats issus de cinquante-quatre pays d'Afrique se sont engagés. Un exploit remarquable, et qui plus est, une première pour la Grande Île dans ce concours fondé en 2019 par la Fondation Jack Ma.

Matina Razanamahefa se hisse ainsi parmi les vingt demi-finalistes qui participent au concours en mode présentiel au Caire (Égypte). Ces demi-finalistes viennent de onze pays. « Ils reflètent l'engagement d'ABH à identifier les

entrepreneurs les plus prometteurs d'Afrique », annonce sur X (anciennement Twitter) la page de l'ABH.

Ils passeront une nouvelle fois au crible lors des demi-finales. Cette seconde étape consistera en un pitch de sélection parmi ces vingt candidats, afin d'en sélectionner dix qui seront les finalistes. Ce concours est une opportunité de choix pour les entrepreneurs africains. C'est une chance unique de mettre en lumière les idées novatrices et, en même temps, de faire décoller les entreprises concernées. Les entrepreneurs qui prennent part à cet événement sont en compétition pour acquérir une part d'une cagnotte de la modique somme de 1,5 million de dollars. De quoi en faire rêver plus d'un.

Place de choix

Matina Razanamahefa et son entreprise Sayna n'en sont pas à leur premier coup d'essai. En 2020, alors qu'elle était âgée de 22 ans seulement, Matina a remporté le deuxième prix du trophée Anzisha Prize, gagnant ainsi 15 000 dollars, utilisés pour développer les activités de son entreprise. Sayna a été fondée à l'âge de dix-neuf ans. « À seulement 19 ans, pendant ma deuxième année à La Sorbonne, j'ai lancé Sayna avec ma maman, parce que je voulais changer le monde dans le domaine de l'éducation et permettre à des jeunes malgaches de sortir de la précarité en leur donnant les compétences nécessaires pour faire face au marché du travail. Dans le même temps, je souhaitais donner l'opportunité aux entreprises de recruter les meilleurs talents digitaux de demain pour soutenir leur croissance », confie-t-elle à l'Organisation Internationale de la Francophonie. Convaincue de l'avenir de l'Afrique dans la révolution numérique, elle confiera même à Jeune Afrique que le continent « doit créer ses propres géants du numérique ».

Environnement des affaires : le secteur privé et le gouvernement accordent leurs violons

ARH. | 02 SEPTEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le président du Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), Francis Rabarijohn, a récemment rencontré le nouveau ministre de l'Industrialisation et du commerce (MIC), David Ralambofiringa, pour discuter des défis et priorités du secteur privé et améliorer l'environnement des affaires à Madagascar.

Parmi les sujets abordés, la protection des industries locales via l'Autorité Nationale chargée des Mesures Correctives Commerciales (ANMCC), la nécessité d'une meilleure cohérence entre la politique douanière et la politique industrielle, sans oublier les problématiques liées à l'énergie. Les discussions ont également porté sur le

développement des infrastructures routières et ferroviaires, le nouveau Code des Douanes pour les zones franches, et les contrôles fiscaux. Les deux parties ont convenu de tenir des rencontres régulières pour une meilleure collaboration continue et efficace.

Le développement des exportations, en collaboration avec l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), ainsi que la participation du secteur privé au projet « One District, One Factory » ((OdoF) ont également été au cœur des échanges. Le ministre Ralambofiringa a mis en avant l'industrialisation à travers la promotion des investissements, tant nationaux qu'étrangers, dans la transformation locale des produits, afin de réduire les importations.

Francis Rabarijohn a également rencontré le nouveau représentant-résident du Fonds monétaire international (FMI) à Madagascar, Kodjovi Mawulikplimi Eklou. Au cours de cet entretien, il a été question de l'implication du secteur privé dans les discussions techniques entre l'Etat malgache et le FMI, en particulier en ce qui concerne les programmes en cours, tels que la Facilité élargie des crédits (FEC) et le Fonds de résilience et durabilité (FRD). Cette rencontre a souligné la nécessité d'une collaboration étroite entre le secteur privé et les institutions internationales pour le développement socioéconomique du pays.

Perspective de développement : le Gouvernement veut faciliter les flux financiers de la diaspora, atteignant 417,7 millions de dollars en 2023

T.N | 02 SEPTEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le moment est venu de valoriser le potentiel économique de la diaspora, longtemps sous-exploité et considéré comme une perte, dans la perspective d'un développement durable à Madagascar. Dans cette optique, l'Etat veut faciliter les flux financiers de la diaspora, dans les règles de l'art.

La diaspora malgache représente un véritable enjeu de développement. Sa contribution pourrait avoir un impact non négligeable sur le développement. D'après les chiffres fournis, en 2023, la diaspora malgache a envoyé 414,7 millions de dollars vers la Grande île, soit 2,6% du PIB du pays. En 2020, en pleine crise du Covid-19, ces fonds ont atteint 543,1 millions de dollars, soit 3,8% du PIB.

Dans son communiqué hier, le ministère des Affaires étrangères (MAE) a fait savoir que le gouvernement « s'efforce de formaliser les transferts informels et réduire les coûts de transaction ». Cela, afin de « rendre ces flux financiers plus accessibles et plus efficaces, tout en valorisant davantage les compétences et les contributions de la diaspora ».

Pour l'Etat, la diaspora malgache se révèle être un vecteur et catalyseur de développement pour l'économie du pays. Selon le MAE, la contribution de la diaspora ne se limite pas seulement à couvrir les besoins quotidiens de leurs destinataires, notamment les familles et autres proches, mais peut également financer des projets de construction et de rénovations tels que les infrastructures locales, les écoles et cliniques.

Dans ce sens, le Gouvernement va pencher sur les principaux points liés aux transferts d'argent de la diaspora pour que ces fonds aient plus d'impact pour le pays, avec l'appui de la Banque Centrale et des partenaires internationaux comme l'Agence Française de Développement (AFD).



« Le défi consiste à mettre en place des politiques incitatives qui permettront de canaliser ces fonds vers des projets structurants, pour que chaque contribution envoyée par la diaspora devienne un moteur de croissance pour Madagascar », a indiqué le MAE.

Projets miniers - QMM investit plus d'un milliard de dollars

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 03 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Qit Minerals Madagascar indique avoir investi plus d'un milliard de dollars depuis 2005. La compagnie a décidé d'investir il y a dix-neuf ans.

Un grand investissement. Voilà ce qui pourrait résumer les implications de Qit Minerals Madagascar (QMM). La société indique avoir investi, entre 2005 et jusqu'à présent, une somme d'un milliard de dollars. Une grande partie de ces investissements étant consacrée à la mise en place d'infrastructures au profit de la population locale.



D'après les chiffres fournis par la société, elle a investi quatre cents millions de dollars dans la construction d'infrastructures partagées à travers des partenariats public-privé. Plus de 700 millions de dollars ont été dépensés en achats locaux, auprès de deux cents entreprises, toujours selon cette filiale de Rio Tinto. Dans l'accord d'établissement signé en août 2023 entre l'État malgache et la compagnie, la priorité a été donnée aux activités de responsabilité sociétale des entreprises. Un point qui d'ailleurs a été discuté lors d'une récente consultation entre les parties prenantes, le mois dernier.

L'un des engagements clés de l'accord d'établissement stipule que QMM augmente sa contribution annuelle à son programme RSE. Ainsi, la société alloue désormais quatre millions de dollars par an pour les projets RSE prioritaires.

Un budget qui devrait servir à « réaliser des activités de développement qui seront décidées par un comité spécial à mettre en place », mais aussi « pour améliorer la qualité de vie de la communauté locale ainsi que des communautés impactées qui sont les principaux bénéficiaires du projet », a-t-on expliqué. La société est également en train de mettre sur pied le premier parc éolien du pays, avec une puissance supplémentaire de 16 mégawatts qui sera mise à disposition des habitants de Tolagnaro.

Troubles sociaux

Avec Ambatovy, QMM fait partie des grands projets miniers du pays, contribuant à une grande partie des exportations de la Grande île. Les exportations minières ont cependant reculé au dernier semestre de l'année dernière, malmenées par la conjoncture internationale et le prix des matières premières qui n'a cessé de s'effiloche. Récemment, les exportations minières ont recommencé à remonter la pente, avec une croissance de 27,3% selon la Banque centrale.

La mine de Tolagnaro a été sujette à différents troubles sociaux pendant plusieurs années. Des problèmes qui ont mis des bâtons dans les roues, rendant difficile l'exploitation et l'exportation d'ilménite. Des incidents répétitifs qui portent atteinte à l'image de Madagascar. Ambatovy et QMM sont en quelque sorte les baromètres pour les investisseurs. Ces deux sociétés ont investi 8,13 milliards de dollars entre 2005 et 2013. Les exportations de produits miniers ont rapporté 5 440 milliards d'ariary en 2022. Ce sont les derniers chiffres à disposition. Une étude récente de la Banque mondiale montre que d'ici 2025, l'exploitation minière pourrait représenter, dans des scénarios favorables, jusqu'à 14 % du Produit Intérieur Brut du pays.

Entrepreneuriat - Des startups accompagnées dans leur projet

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 03 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

De jeunes startupers se sont lancés dans la compétition « Start Up Weekend Change Makers » qui s'est déroulée au Digital Centre d'Orange à Soarano en fin de semaine. Trois entreprises sont sorties du lot, bénéficiant ainsi d'un accompagnement dans leur projet. La première place est revenue à Aineva, une startup de mode éthique pour hommes. La seconde place a été attribuée à Spark, une startup développant une application de développement de compétences et d'accompagnement personnalisé. Enfin, la troisième place revient à une startup œuvrant dans le

recyclage de pneus usés, appelée « Kodiarana ». Ce sont des idées d'entreprises que les promoteurs du projet se sont attelés à faire mûrir, pour que ces jeunes puissent assimiler l'esprit d'entreprise.

Durant les trois jours du Startup Weekend Antananarivo, plusieurs activités ont été réalisées avec une place centrale donnée à la formation. De plus, « cet événement a pour objectif principal d'initier les jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat ».

Rio Tinto QMM : Première réunion du comité élargi de concertation des projets relatifs à la RSE

R. EDMOND. | 03 SEPTEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Rio Tinto QMM est parée pour la réalisation de ses activités de responsabilité sociétale d'entreprise. La compagnie minière a présenté les projets prioritaires auprès du Comité de concertation élargi sous la direction du ministre des Mines et des Ressources stratégiques.

Remarques et suggestions. Ayant également vu la présence d'autres départements ministériels comme celui de l'Environnement et du Développement durable et celui de la Pêche et de l'Économie bleue, ainsi que des représentants de la région Anosy, cette réunion a été précédée de plusieurs sessions d'information et ateliers de travail au niveau local, avec les membres des communautés hôtes, les leaders locaux et d'autres parties prenantes pour l'identification et la sélection des projets à prioriser. L'équipe du Département Community & Social Performance (CSP) de Rio Tinto QMM a présenté le programme sur la base à laquelle les participants à la rencontre ont apporté leurs remarques et leurs suggestions. Avant sa mise en œuvre, le programme RSE de Rio Tinto QMM sera validé en Conseil des ministres pour garantir la transparence et la bonne utilisation des fonds alloués. Ainsi, le gouvernement assurera le respect des engagements financiers de Rio Tinto QMM, tandis que les autorités locales ayant été impliquées dans la sélection des projets veilleront à ce que les projets financés par Rio Tinto QMM dans son programme RSE répondent aux attentes des parties prenantes.

100 millions de dollars. On rappelle qu'à la suite de la signature du nouvel accord fiscal en 2023 avec l'État malgache, le budget alloué aux contributions sociales volontaires est désormais de 4 millions de dollars par an pour les 25 prochaines années, soit un total de 100 millions de dollars. Le programme RSE est une contribution sociale volontaire de Rio Tinto QMM ayant pour objectif d'améliorer les conditions de vie des communautés hôtes. Ce programme se concentre entièrement sur des projets concrets ayant un impact direct sur la communauté en général et ne consiste en aucun cas à une quelconque distribution d'argent. Ci-après quelques exemples de ces

projets, dont la liste n'est pas exhaustive : l'électrification rurale, l'adduction d'eau potable, les activités génératrices de revenus, le soutien à l'entrepreneuriat, l'éducation, l'appui à l'économie bleue, etc. Ce sera un programme de référence à Madagascar après son approbation en Conseil des ministres d'un décret consacré à la RSE de Rio Tinto QMM, qui sera soumis par le ministre de l'Environnement et du Développement durable.



Infrastructures.

La mise en application de ce programme RSE témoigne en tout cas de la grande utilité de ce genre d'investissements pour le développement socio-économique du pays. On rappelle d'ailleurs sur ce point que durant 19 ans, la moitié des investissements de Rio Tinto QMM a été consacrée à la mise en place des infrastructures qui bénéficient à l'ensemble de la population locale : port en eau profonde à Ehoala, routes, approvisionnement en électricité, adduction d'eau potable, appui à l'éducation, santé communautaire.

Industrie et commerce : Priorité à la relance de la production locale, selon le MIC

ANTSANA R. | 03 SEPTEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La région Atsinanana dispose de fortes potentialités pour entreprendre une production locale à l'échelle industrielle, selon la délégation du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC).

Une tournée de trois jours dans la région Atsinanana. C'est ce qui marque les premiers pas du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, depuis sa prise de fonction. Accompagné de son équipe technique, le ministre s'est concentré sur l'évaluation des secteurs du commerce et de l'industrie afin de renforcer le

développement économique local. Le 29 août, la délégation du MIC a visité Brickaville, où elle s'est penchée sur la situation de la production de sucre. Accompagné du directeur général du Centre Malgache de la Canne à Sucre (CMCS), le ministre a souligné la nécessité de relancer l'usine de sucre locale. La visite comprenait une

inspection du Centre de quarantaine de Ranomafana, mettant en lumière le potentiel des plantations de canne à sucre pour approvisionner l'usine. « La relance de l'usine de sucre de Brickaville doit être une priorité », a déclaré le ministre David Ralambofiringa, insistant sur la qualité et la disponibilité des matières premières nécessaires sur cette zone.

En marche. Par ailleurs, la délégation a également examiné les réalisations de l'initiative « One District One Factory » (ODOF) en visitant l'usine Brickachips, inaugurée en mai 2024. Ce projet vise à valoriser les matières premières locales, telles que les bananes et les pommes de terre, en les transformant sur place, ce qui réduit les besoins en transport et stimule l'économie régionale. L'usine peut produire jusqu'à 8 000 paquets de

chips de 100 g par semaine, assurant ainsi une source de revenus stable pour les coopératives locales. Le 30 août, la visite s'est poursuivie à Toamasina, où le ministre a inspecté les infrastructures d'importation et s'est assuré de la protection des consommateurs en prévision de la période de soudure. Des rencontres avec les opérateurs commerciaux ont été organisées pour garantir un approvisionnement stable du marché. La tournée s'est achevée le 31 août à Vatomandry avec une visite de l'usine de production de glace alimentaire de l'initiative ODOF et des discussions avec les producteurs locaux de canne à sucre à Ilaka Atsinanana. Ces actions montrent l'engagement du MIC à promouvoir l'industrialisation et à soutenir le secteur privé pour un développement économique durable à Madagascar.

Tourisme d'affaires : Madagascar, une destination de choix

ARH. | 03 SEPTEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar se positionne de plus en plus comme une destination de choix pour le tourisme d'affaires, ou tourisme MICE (Meetings, incentives, conferences, and exhibitions).



La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, a mis en avant ce potentiel attractif, lors d'une récente

interview accordée à une chaîne réunionnaise. Elle a exhorté les acteurs du tourisme haut de gamme à investir dans l'île de Nosy Be, soulignant que le développement du secteur MICE pourrait être un levier essentiel pour dynamiser l'économie locale et attirer une clientèle internationale fortunée.

Pour marquer le début de son mandat, la ministre Dewa a entamé, dès le 30 août, une tournée dans le Nord du pays. Cette visite a été l'occasion de rencontrer divers acteurs du secteur touristique, afin de renforcer les initiatives locales dans ce domaine. A Nosy Be, les discussions ont porté sur l'investissement dans les infrastructures dédiées aux réunions, congrès, expositions et voyages d'affaires. Les opérateurs touristiques du Nord ont profité de cette visite, pour souligner l'importance de l'ouverture des liaisons aériennes entre Antsiranana et d'autres villes comme Nosy Be, Antalaha et Maroantsetra. Une proposition que la ministre Dewa s'est engagée à examiner en collaboration avec le ministère des Transports.

Vol inaugural d'emirates - Un pilote malgache aux commandes

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 04 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Plutôt discret, mais sympathique, Solo Chuck Andriantiana a aussi été au centre de l'attention du public hier, à l'aéroport d'Ivato. Ce pilote de ligne malgache a été aux commandes du Boeing 777 300 de la compagnie Emirates, pour le vol inaugural, depuis Dubaï, jusqu'à Antananarivo. Il travaille chez Emirates depuis quatorze ans maintenant. Avec sa famille à ses côtés, il s'est retrouvé à ses origines, sur le même tarmac où il a appris à piloter ses premiers avions. « Cela fait quinze ans que je n'ai pas

piloté vers Madagascar. Même si j'étais aux alentours, je ne pouvais qu'apercevoir de loin le pays. Piloter cet avion de ligne vers Madagascar aujourd'hui était réellement spécial pour moi » confie le père de famille, pilote depuis vingt-cinq ans. « J'ai appris à piloter dans cet aéroport d'Ivato il y a vingt-cinq ans de cela. L'arrivée de ce Boeing 777 ici, marque un tournant dans l'histoire de l'aviation à Madagascar. J'espère vraiment que cela soit positif pour le pays » ajoute-t-il.

Réforme - Le code du travail revu et complété

MIANGALY RALITERA | 04 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La réforme du code du travail a été validée. Elle attend les décrets d'application pour entrer en vigueur.

Nouvel élan. La réforme du code du travail apporte un nouveau souffle au monde du travail. Des changements majeurs y sont observés. « La philosophie de l'élaboration de ce nouveau code est d'améliorer le monde du travail. Tous les vides juridiques y sont comblés, à l'instar du télétravail, du travail à domicile, de la sous-traitance, du portage salarial. Ils sont, dorénavant, encadrés par la loi. Des points obscurs dans l'ancien code ont été, par ailleurs, éclaircis », lance Rémi Botoudi, secrétaire général adjoint de la Confédération chrétienne des syndicats malgaches (Sekrima), qui a participé à la refonte du code du travail, hier.

Tout le monde y trouve son compte. Les personnes en situation de handicap auront plus de chances de travailler. « Cette réforme revêt une grande importance. Notamment, l'intégration du handicap et des problèmes de santé comme motifs de discrimination, punis par la loi », réagit Falihery Razafindrakoto, président du Réseau malgache du handicap. Les entreprises sont encouragées à les embaucher, en promettant des mesures incitatives à celles qui recrutent un certain nombre de personnes en situation de handicap. Les lieux de travail seront, aussi, plus inclusifs pour les personnes en situation de handicap. Augmentées

Cette loi protège davantage les employés. « Dans l'ancien code, les valeurs des infractions étaient insignifiantes pour les employeurs. Dans le nouveau code, les pénalités des employeurs seront augmentées de 263 % », précise Rémi Botoudi. À l'instar de la discrimination des femmes enceintes, des personnes en situation de handicap, d'un individu appartenant à une région quelconque, à une race quelconque, au travail, elle sera sanctionnée d'une amende d'un million ariary à quatre millions ariary, le double, et d'une peine d'emprisonnement en cas de récidive.

Ce code veille à ce que la sécurité et la santé de l'employé au travail soient renforcées. Il accorde un congé de paternité de trois jours au père. Avant ce code, la naissance d'un enfant était incluse dans les permissions bénéficiées dans le cadre d'un événement familial. Le contrat à durée déterminée (CDD) ne peut être renouvelé plus de trois fois. « Ce code contient plusieurs changements qui sont opportuns pour l'environnement du travail. Pour voir un vrai changement, tout le monde doit prendre ses responsabilités », poursuit Rémi Botoudi, qui se dit satisfait de la promulgation de cette loi. Falihery Razafindrakoto émet des réserves.



« La définition des travailleurs en situation de handicap n'est pas assez claire dans ce texte. Il ne reflète pas les personnes qui souffrent de handicap mental et celles avec un handicap non visible. Nous attendons plus d'explications dans les textes d'application. Indiquer, par exemple, comment désigne-t-on une personne en situation de handicap ? Et qu'entend-t-on par réduction des perspectives d'emploi, ainsi de suite... », lance-t-il.

Production d'électricité : Nouvelle provocation de pluies artificielles, envisagée

HANITRA R. | 04 SEPTEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Une première démarche réussie de provocation de pluies artificielles, au mois d'août, a permis d'alléger sensiblement les impacts des coupures d'électricité sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo, mais le répit était de courte durée.

Les pluies artificielles provoquées dernièrement par la JIRAMA semblent avoir porté leurs fruits en augmentant le niveau d'eau au niveau du barrage hydroélectrique d'Andekaleka, contribuant au meilleur fonctionnement de la centrale hydroélectrique d'Andekaleka, principale source d'électricité alimentant le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA), afin d'éviter au maximum le

délestage. Mais force est de constater que le manque d'eau est à nouveau d'actualité, peu de temps après les premières pluies artificielles de la saison. En effet, le débit de l'eau à Andekaleka est largement insuffisant pour faire fonctionner normalement la centrale hydroélectrique. La situation contraint la JIRAMA à procéder au délestage tournant. Hier, la JIRAMA a indiqué une fenêtre horaire de

13 heures et 17 heures pour l'effectivité du délestage. Les usagers, de leur côté, constatent que le délestage tournant s'étend bien au-delà de cette fenêtre horaire car les coupures sont survenues, hier, bien au-delà de 17 heures. Afin de réduire le recours au délestage tournant, qui fait ainsi rage depuis quelques jours à Antananarivo, la JIRAMA envisage à nouveau de procéder à la provocation de pluies artificielles cette semaine, si les conditions nécessaires à une telle intervention sont réunies. La société nationale d'électricité et d'eau indique alors être en contact permanent avec Météo Madagascar, en charge des prévisions météorologiques, et examine de

près la possibilité de provoquer des pluies artificielles sur les bassins versants d'Andekaleka, Mantasoa et Tsiacompaniry.

En cas de réussite de cette manœuvre envisagée par la JIRAMA et Météo Madagascar, une réduction du délestage tournant est attendue par les usagers déjà fortement impactés par les coupures répétitives dont les raisons évoquées par la JIRAMA sont plutôt d'ordre technique. Des coupures qui ne sont pas sans conséquences sur l'alimentation en eau, du fait des arrêts fréquents des stations assurant la distribution d'eau vers les installations des usagers.

Tourisme de luxe - Le secteur hôtelier fait bouger les lignes

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 05 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La clientèle et les nouveaux touristes sont de plus en plus exigeants, niveau qualité. Le secteur hôtelier doit suivre la tendance, dans une dynamique où le pays compte miser sur le tourisme de luxe, pour en faire un secteur phare pour les prochaines années.

Comment le secteur hôtelier fait-il face aux exigences de la clientèle ? Elle est de plus en plus jeune, aisée et surtout connectée. Une opportunité de visibilité pour les établissements hôteliers, mais il existe un revers à chaque médaille. Un besoin d'infrastructures et de compétences se fait ressentir, avec une nouvelle dynamique. Dans sa politique, l'État entend développer le tourisme de luxe. Cela rime avec l'hôtellerie.



« Pour accueillir un maximum de visiteurs, il y a un besoin de vingt mille chambres supplémentaires à Madagascar. Nous essayons vraiment de faire en sorte que ce soient des établissements hôteliers haut de gamme, afin d'absorber la demande croissante du marché, et répondre ainsi aux exigences de celui-ci », a annoncé la ministre du Tourisme, Viviane Dewa, mardi, lors du vol inaugural d'Emirates, à Ivato. La membre du gouvernement a ainsi expliqué que le secteur, pour suivre cette tendance, a besoin d'investissements substantiels afin de soutenir le tourisme.

D'après les responsables et les professionnels de l'hôtellerie, le secteur fait face actuellement à un tournant majeur. L'arrivée d'Emirates illustre parfaitement cette situation.

Problèmes

La clientèle émiratite est connue pour ses exigences en termes de confort, mais aussi en termes d'affaires. « Nous avons besoin d'hôtels aux normes internationales, actuellement », confirme la ministre du Tourisme. Le luxe et le faste qui vont avec ces établissements, cependant, ne seront rien sans infrastructures publiques adéquates. Les opérateurs ont maintes fois évoqué les problèmes au niveau de la sécurité, l'état des routes, mais aussi par rapport à la densité du réseau aérien domestique.

Il y a aussi un autre point essentiel dans le développement de l'hôtellerie de luxe. Il s'agit de savoir si les compétences des opérateurs et des fournisseurs du secteur sont adéquates pour ce nouveau marché. « Le point principal, c'est de pouvoir s'adapter immédiatement à la demande et de toucher ces nouveaux marchés. Depuis déjà deux ans, après la période Covid, on a commencé à former les professionnels au marketing digital. Nous les avons formés sur la manière de toucher ces marchés et ce que la clientèle attend, ou encore, comment discuter avec ses clients », affirme Johann Pless, Président du Conseil d'Administration de la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar.

Le secteur hôtelier bénéficie d'ailleurs d'un soutien du Fonds Malgache de Formation Professionnelle et de l'Agence Française de Développement. Il s'agit d'un financement de 600 millions d'ariary. Un fonds pour soutenir la transformation du secteur, par un plan de formation. Elle est dispensée gratuitement à six cent vingt professionnels du secteur hôtelier, particuliers, grands établissements ou encore dans le secteur informel. Le but étant de « redéfinir les standards de l'hôtellerie à Madagascar ».

Coopération - Des secteurs prioritaires en quête de partenariats

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 05 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une plateforme d'échange. C'est ce que représente le forum Indonésie-Afrique, cette année. Cette semaine, le ministre de l'Industrialisation était en déplacement à Bali à cette occasion. Des perspectives prometteuses pour des secteurs prioritaires tels que l'énergie, le tourisme, l'éducation et la santé ont été abordées. D'après le ministère de l'Industrialisation, le forum « constitue une plateforme stratégique dédiée au renforcement du partenariat et de la coopération entre les pays d'Afrique et l'Indonésie, en vue d'approfondir les relations économiques, politiques et culturelles ». Les relations entre Madagascar et l'Indonésie sont au beau fixe. Dans le domaine commercial, les échanges import/export entre les deux pays sont nombreux. Un exemple concret en est l'achat de girofle par des entrepreneurs indonésiens au Nord de Madagascar ou l'importation de produits indonésiens par des opérateurs économiques d'Antananarivo.

Toutefois, la coopération entre les deux pays ne se limite pas au commerce.



Elle s'étend également à d'autres secteurs tels que l'éducation, le secteur militaire, l'agriculture et le tourisme. L'Indonésie est en effet devenue, ces dernières années, une destination privilégiée pour les étudiants malgaches.

Fonds de développement des TIC : Priorisation de la réduction des fractures numériques

ANTSIA R. | 05 SEPTEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'ARTEC (Autorité de régulation des Technologies de Communication) est chargée pour collecter les redevances et impôts destinés au FDTIC (Fonds de développement des technologies de communication). C'est ce qu'a précisé le rapport du Conseil des ministres d'hier. Cette responsabilité s'ajoute à son rôle de régulation et de surveillance des couvertures géographiques des offres des opérateurs TIC. L'ARTEC est également chargée de veiller au respect des obligations des opérateurs vis-à-vis du FDTIC. Le FDTIC, opérationnel depuis plusieurs années, a joué un rôle clé en facilitant l'accès aux technologies de l'information et de la communication, notamment pour les populations des zones rurales. Cependant,

avec l'évolution rapide des technologies et les besoins croissants de la population, certaines dispositions réglementaires du fonds doivent être mises à jour. Le Décret récemment approuvé étend les financements du FDTIC à des initiatives visant à réduire la fracture numérique, à améliorer les services publics dans le domaine des TIC, et à promouvoir le développement numérique à grande échelle. La réduction de la fracture numérique, en particulier, reste une priorité pour le ministère de tutelle, qui cherche à maximiser l'impact des fonds alloués par le FDTIC afin d'assurer une inclusion numérique accrue et un accès équitable aux technologies pour tous les citoyens.

Droit des affaires : Madagascar veut intégrer l'Ohada

ARH. | 05 SEPTEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Du 3 au 6 septembre se déroule à l'Ecole nationale de la magistrature et des greffes (ENMG) à Antananarivo, un atelier de formation et d'échanges sur le droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) et le droit malgache. Organisé en partenariat avec le Consortium malgache pour l'Ohada, cet événement réunit divers acteurs, dont le Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), représenté par sa présidente d'honneur, Noro Andriamamonjjarison.

L'atelier vise notamment à sensibiliser les participants aux enjeux de l'éventuelle intégration de Madagascar dans l'Ohada, bien que le pays n'y soit pas encore membre. Madagascar fait déjà partie de plusieurs organisations

régionales, telles que le Common Market for Eastern and Southern Africa (Comesa) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), mais l'adhésion à l'Ohada offre un cadre juridique harmonisé, facilitant les relations économiques avec ces partenaires.

Le secteur privé, représenté notamment par le Gem, le Syndicat des industries de Madagascar (Sim) et le Groupement du patronat malgasy (Fivmpama), s'impose ainsi dans ce processus pour assurer le succès de cette démarche. L'intégration de Madagascar dans l'Ohada est perçue comme une opportunité de plus pour renforcer son cadre juridique et améliorer ses relations économiques régionales.

Secteur aérien – Emirates prévoit le transport de 22 tonnes de fret par semaine sur la ligne Dubaï – Antananarivo

05 SEPTEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 4 septembre, 8h50 – Des produits frais malgaches à Dubaï. La compagnie Emirates prévoit d'exporter « des fruits et des légumes frais », mais aussi « de la vanille et des textiles » sur sa nouvelle ligne Dubaï – Antananarivo.

Elle envisage notamment de transporter des marchandises à raison de 22 tonnes de fret par semaine. Il s'agira, selon le vice-président de la compagnie, Adnan Kazim, de soutenir les entreprises locales en exportant des produits malgaches à travers la division fret Emirates Sky Cargo.

En autorisant l'ouverture de la ligne Dubaï – Antananarivo, les autorités malgaches visent certes une augmentation du nombre des touristes visitant Madagascar, mais l'objectif est aussi de développer et de renforcer la coopération économique entre les deux pays. Andry Rajoelina se dit « convaincu » que la ligne qui vient d'être ouverte mercredi sera un « déclencheur et un véritable levier de développement économique et touristique pour notre pays ».

Secteur minier - ne délégation malgache à la conférence d'Australie

MIRANA IHARILIVA | 06 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Du 4 au 6 septembre, les professionnels et spécialistes du secteur minier de l'Afrique et de l'Australie se réunissent à Perth, en Australie, pour l'événement Africa Down Under. La délégation malgache y est présente, avec en tête le ministre des Mines, Herindrainy Olivier Rakotomalala, l'équipe de l'Office des mines et des industries stratégiques (OMNIS) et des représentants des collectivités décentralisées, à l'instar du gouverneur de la région Atsimo Andrefana, Edally Ranoelson.

Les conférenciers présentent tour à tour leur expertise ou la situation actuelle de leurs entreprises, des investissements, des projets sur des marchés dynamiques. Le ministre des Mines malgache a exposé les opportunités prometteuses dans l'industrie minière malgache à travers le nouveau code minier. Il a parlé de « cadre

pour la croissance économique et le développement » en exposant les séries de réformes qui ont été entreprises à Madagascar. La présentation a également traité le plan d'assainissement du cadastre minier, souligné pour la première fois alors à Perth, après son adoption en conseil des ministres au mois de juillet dernier.

Les autorités minières malgaches n'ont pas encore communiqué sur l'éventuelle fin du processus des réformes menées pour le cadastre minier, alors que la délivrance des permis miniers est suspendue depuis quatorze ans. Madagascar aura encore l'occasion de se faire connaître ce jour à la conférence d'Australie. Les Australiens investissent plus de soixante milliards de dollars dans les mines en Afrique.

Industrie : Redynamiser l'industrie dans la région Atsinanana

ARH. | 06 SEPTEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Une semaine après sa nomination, le ministre de la Promotion industrielle et du Commerce (MIC), David Ralambofiringa, a entrepris une tournée d'inspection dans la région Atsinanana. Pendant trois jours, il a exploré de près les enjeux liés au commerce et à l'industrie, dans le but d'améliorer la situation au profit des Malgaches.



Le jeudi 29 août, le ministre a visité la Société sucrière de Brickaville. A cette occasion, il a souligné l'urgence de redresser l'usine locale. Il a constaté que la matière première, essentielle à la production de sucre, est

abondante et de qualité. Lors de sa descente dans le Centre de Quarantaine de Ranomafana, il a également évalué les terres disponibles pour la culture de la canne à sucre.

Dans ce registre, David Ralambofiringa a mis l'accent sur la revitalisation de l'usine Brickachips Odof à Brickaville, qui produit actuellement 8.000 paquets de chips de 100 g par semaine. Le ministre a réitéré l'importance de soutenir les initiatives locales comme Odof, en assurant la disponibilité des matières premières, l'installation des machines et l'organisation des circuits de vente.

A Toamasina, il s'est penché sur l'approvisionnement en produits de première nécessité, dans l'optique de protéger les consommateurs durant la période de soudure. Il a également rencontré des importateurs et visité des entreprises clés telles que le SMMC du Port, LMOI, TRIMETA, CTHT, et SOPRAL.

La tournée du ministre s'est achevée à Vatomandry le 31 août, avec la visite de l'usine de production de glace Odof, capable de produire jusqu'à 3 tonnes de glace par jour, ainsi que des fermes de canne à sucre d'Illaka Est, où il a échangé avec les producteurs locaux.

Dialogue public-privé : le Sim appelle à une réforme douanière

ARH. | 06 SEPTEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le Syndicat des industries de Madagascar (Sim), prône la révision de la loi sur la douane pour qu'elle soit en adéquation avec les réalités économiques actuelles aussi bien au niveau national qu'à l'échelle internationale.

Pour le Sim, le moment est venu d'entamer une réforme du code et du système douanier malgache. Les représentants du syndicat ont profité de la rencontre organisée avec la Direction générale des Douanes (DGD), mardi pour annoncer leur attente, notamment la révision de la loi sur la douane malgache.

L'objectif de cette réforme du cadre législatif, est de mettre à niveau la douane malgache, pour mieux répondre à de nouveaux enjeux auxquels font face les entreprises malgaches

Le Sim juge effectivement important « d'adopter des réformes douanières qui ne se contentent pas de suivre les pratiques internationales, mais qui prennent également en compte les particularités du secteur privé à Madagascar ». Il insiste sur la nécessité d'accroître les recettes douanières sans pour autant alourdir la charge

fiscale pesant sur les entreprises, afin de maintenir un climat économique stable et favorable.

Les lois de finances adoptées au fil des années ont apporté des modifications au Code des Douanes datant de 1960. Toutefois, la DGD estime qu'une refonte globale est nécessaire pour répondre aux enjeux actuels, en matière de facilitation des échanges, tout en renforçant la lutte contre la fraude.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du « Business Meeting » du Sim, une plateforme d'échange entre le secteur privé et les autorités douanières. Les industriels ont profité de cette occasion pour exprimer leurs attentes et proposer des mesures visant à améliorer les opérations d'importation et d'exportation dans le pays.

De son côté, la DGD a informé les industriels qu'un plan de projet de réforme est en gestation, qui inclura également le secteur privé. Le Plan stratégique de la douane pour la période 2025-2029 sera élaboré en collaboration avec divers acteurs économiques.

Hôtellerie et restauration – Plusieurs centaines de jeunes formés gratuitement par la FHORM

06 SEPTEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 5 septembre, 15h35 – Renforcer la disponibilité du personnel qualifié dans le THR (Tourisme, hôtellerie et restauration). Plusieurs centaines de jeunes bénéficient des formations dispensées gratuitement par la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar (FHORM). Ces formations portent sur le tourisme de luxe et le tourisme durable ainsi que sur les standards de la relation client, comme présenté par le président du Conseil d'administration de cette association professionnelle, Johann Pless, mercredi.

Ils seront 300 jeunes diplômés à bénéficier d'une formation sur le tourisme de luxe. « En les formant, nous leur donnons les outils pour innover, pour penser au-delà du simple service et pour contribuer à la réputation de notre pays comme une destination de luxe, reconnue pour son authenticité, sa qualité et son savoir-faire unique », explique Johann Pless.

160 professionnels du tourisme auront pour leur part droit à une formation sur le développement durable. « Former ces travailleurs aux principes du tourisme durable permet de leur donner les moyens de réduire l'empreinte écologique des activités touristiques, de promouvoir l'économie locale et de sensibiliser les touristes à l'importance de préserver ce qu'ils sont venus découvrir », soutient le PCA de la FHORM. Celui-ci estime que « cela contribuera à un cercle vertueux où le tourisme enrichit la communauté tout en la protégeant ».

Il y a enfin 300 artisans restaurateurs et gargotiers à former sur les standards de la relation client. Elle devrait contribuer à améliorer leur accueil et leur professionnalisme. Ce qui permettra de valoriser leur travail, d'améliorer leur revenu et de participer pleinement à l'économie touristique, poursuit Johann Pless.



Ce programme de formations est soutenu par le Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP). Il bénéficie également de l'appui des bailleurs comme l'Union Européenne et l'Agence française de développement. Des formations sont dispensées non seulement à Antananarivo mais également à Toliara et Nosy-Be, dont notamment celles sur le développement durable et sur les standards de relation client.

Energie renouvelable - L'Assemblée nationale tourne au solaire

RAVO ANDRIANTSALAMA | 06 SEPTEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Désormais, l'Assemblée nationale est alimentée par un système d'énergie solaire. Mercredi, ce tout nouveau système, fraîchement installé, a été inauguré au palais de Tsimbazaza. En tant que représentant du pays donateur, l'ambassadeur de la République de l'Inde, Bandaru Wilsonbabu, a assisté à la cérémonie avec le président de la Chambre basse, Justin Tokely, Lala Monja Sahivelo, ministre des Forces armées, et plusieurs membres du bureau permanent de l'Assemblée.

Justin Tokely n'a pas oublié de remercier l'Inde pour son aide et de faire de l'Assemblée une institution précurseur

dans la lutte contre le changement climatique. Il se dit aussi conscient des avantages de ce revirement vers l'énergie renouvelable. Bandaru Wilsonbabu, de son côté, a réitéré la volonté de son pays d'appuyer la Grande Île dans sa marche vers le développement.

Parallèlement à l'inauguration, une exposition sur le mil a été organisée à Tsimbazaza. Tout ceci pour renforcer la coopération entre les deux pays. Dans cette optique, une coopération entre les parlements indien et malgache vise à améliorer le partenariat Inde-Madagascar.

